

Déclaration liminaire

CHSCTD 67 du 18 février 2021

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CHSCTD 67,

Après les multiples alertes et réunions depuis la rentrée, l'UNSA Education appelle le gouvernement à répondre au plus vite aux demandes et à la colère des personnels de l'Éducation nationale.

Nous avons averti l'exécutif de l'état de l'exaspération et de l'épuisement de tous les personnels, de leur inquiétude concernant leur santé et celle de leurs élèves. Le système ne tient que par la conscience professionnelle de ses agents et agentes.

Les personnels des écoles, des établissements veulent juste faire leur travail dans des conditions sécuritaires et respectueuses de leur droit.

Les « foires aux questions » se succèdent à un rythme effréné. On en compte 21 depuis le début de l'année scolaire, soit une par semaine puisque nous sommes dans la 21^{ème} semaine de classe.

Prenons celle du 8 février qui disait qu'au premier cas confirmé de variant anglais la classe fermait, élèves et enseignants étaient considérés comme contacts à risque. Le 12 février, soit 4 jours plus tard, on ne ferme plus, on fait une « étude approfondie » pour voir l'état du remplacement, non, excusez-moi, pour déterminer une éventuelle liste de contacts à risques. Pour les autres variants, certains sont passés de contacts à risque à faisant partie de l'étude approfondie. Le tout avec des subtilités langagières induisant un doute quant à l'interprétation de la demande.

A noter que les études scientifiques faisant passer le variant anglais du camp des très très méchants au camp des méchants ont été réalisées avec une vélocité qui étonne même nos chercheurs, et nous avons des chercheurs renommés dans les rangs de l'UNSA Education.

Les cheffes et chefs d'établissements tout comme les directrices et directeurs d'écoles ne savent plus ce qu'il faut faire, quand il faut le faire, comment il faut le faire. La valse des FAQ avec chacune ses instructions contradictoires laisse penser que nous subissons une improvisation permanente ; n'ayons pas peur des mots surtout quand on parle de maux. Cette improvisation permanente ne peut qu'être source de stress pour chacun et chacune. Elle nuit gravement à la sérénité nécessaire aux agents et aux agentes du service public d'éducation à l'accomplissement de leurs missions. Quand nous parlons des agents, nous parlons bien de tous ces personnels éducation nationale et territoriaux qui œuvrent dans nos écoles, nos établissements scolaires et nos structures administratives.

Nous n'aborderons pas ici tous les autres points comme le manque de moyens et d'ambition du gouvernement pour permettre l'accueil et/ou l'orientation de TOUS les enfants, pour donner une juste place à l'école maternelle, pour la formation initiale et continue, pour la formation des formateurs, pour la formation à la communication et à la DRH de nos hiérarchiques, pour la formation au coaching d'équipe, la gestion d'élèves hautement perturbateurs, l'utilisation des outils numériques (d'autant plus importante que les outils numériques estampillés Education Nationale sont loin d'être performants), l'accompagnement et le soutien aux équipes, le conseil juridique, etc qui induisent aujourd'hui une école de la défiance. La culpabilité pèse et le bricolage règne !

Aussi, l'Unsa Education demande :

- des mesures de protection supplémentaires et adaptées pour tous les personnels
- la diminution des groupes d'élèves dès qu'il n'est pas possible d'appliquer le protocole ;
- la suspension de toutes les réunions et formations non-urgentes ou leur tenue en distanciel si possible ;
- la mise en place de journées banalisées s'il faut passer à de nouvelles étapes (nouveau protocole, fonctionnement pédagogique en alternance ou continuité pédagogique) ;
- des recrutements de personnels en particulier par le recours aux listes complémentaires, des recrutements d'assistant d'éducation dans le 1er comme dans le 2d degré ;
- un aménagement des programmes pour faire face à la crise ;
- des moyens pour l'inclusion scolaire ;
- des places en IME, IEM, ITEP etc. ;
- un mode de communication respectueux des personnels ;

Enfin, nous ne pouvons que dénoncer le fait de rester sans aucune visibilité sur ce que le ministère dresse comme perspectives pour le retour des congés d'hiver. Seul l'assouplissement des règles parait avoir été envisagé pour rendre viable le respect du cadre, mais sans que des moyens aient été dégagés pour assurer un soutien à la profession.

Je vous remercie.